

RD-CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2760 - VENDREDI 11 NOVEMBRE 2016

ÉLECTIONS EN RDC

Washington croit
en la tenue de la
présidentielle en 2017

Le chargé d'affaires de l'ambassade américaine en RDC indique qu'il est techniquement possible pour la Céni d'organiser l'élection présidentielle en 2017. Nous croyons, a-t-il déclaré le 9 novembre en marge de l'élection de Donald Trump à la présidentielle américaine, « qu'il est à la fois techniquement possible et important pour la RDC d'organiser les élections présidentielle et législatives crédibles en 2017 ».

Pour cet officiel américain, « les élections libres, équitables et démocratiques sont les outils les plus durables que peuvent utiliser les citoyens afin d'améliorer leurs vies et celles des générations futures ». À la majorité présidentielle, on est convaincu que l'avènement de Donald Trump à la Maison blanche contribuera à mettre un bémol sur les sanctions financières ciblées prises contre des dignitaires du régime fichés comme responsables du blocage du processus électoral.

Page 12



David Brown

FINANCES

Polémique autour de la dissolution
de la Biac

La prompt réaction de la Banque centrale du Congo (BCC) a relancé le dossier de la Banque internationale pour l'Afrique au Congo (Biac). L'autorité monétaire s'est opposée à toute dissolution, en raison d'un vice de procédure et du non-respect de la réglementation. À présent, la question qui brûle sur toutes les lèvres est de savoir si la BCC, institution assurant la surveillance et la régulation du secteur bancaire, peut passer à la vitesse supérieure et bloquer la machine. Une nouvelle bataille cette fois juridique va bientôt s'engager.

La question fait débat dans les milieux des juristes de la capitale. La rédaction a joint un avocat des affaires pour aborder cette crise qui pourrait alimenter un climat de méfiance de la population vis-à-vis des institutions bancaires.

Page 12



Le siège de la Biac sur le boulevard du 30 juin

VIE ASSOCIATIVE

La FMT
et Mere
concluent
un partenariat

Les présidents de la Fondation Mwinda Texas (FMT) et de la Mutuelle d'excellence pour le renouveau et l'émergence (Mere), le catcheur albinos Alphonse Mwimba Makiese Texas et Gege Butshianga, ont résolu de se serrer les coudes pour le bien-être de la jeunesse congolaise. Dans ce cadre, les deux personnalités ont décidé de sceller un partenariat qui leur permettra de travailler en synergie. Leurs organisations respectives visent le bien-être de la jeunesse qui passe par la paix. Pour sceller cette nouvelle collaboration, Mere a invité la FMT à participer à une matinée spéciale de restitution des travaux du dialogue national tenu à la cité de l'Union africaine prévue pour le 13 novembre.

Page 12

SANTÉ

Les infirmiers vaccinateurs réunis au sein de l'AIV

L'Association des infirmiers vaccinateurs (AIV), première-née de l'Ordre des infirmiers de la RDC, a effectué tout récemment sa sortie officielle. Elle s'est dite déterminée à contribuer à la baisse de la mortalité et de la morbidité de la femme enceinte et de l'enfant en RDC. Cette ASBL créée depuis le 2 février 2012 vise, entre autres, à aider les zones de santé, à augmenter et à améliorer la couverture vaccinale à Kinshasa ainsi

que sur toute l'étendue de la RDC, en vue d'atteindre les objectifs de développement durable, notamment dans le domaine de la santé. L'AIV/RDC vise également un suivi scrupuleux des règles de vaccination, la protection de l'enfant et de la femme enceinte, le respect des approches ACZ (atteindre tous les enfants cibles du PEV), le respect du vaccinateur ainsi que la formation de l'infirmier vaccinateur.

Page 13

ÉDITORIAL

Silence

L'un des faits – si l'on peut dire – qui marque le plus cette fin d'année 2016 et qui surprend quelque peu les observateurs de la scène politique congolaise est le manque de réactivité, la non présence, l'atonie en quelque sorte de l'opposition. Alors que s'approchent à grands pas deux échéances électorales majeures, les élections législatives et les élections locales, l'on ne voit guère, en effet, s'agiter sur la scène publique les formations qui prétendent incarner la volonté d'alternance du peuple congolais, ni même s'exprimer les leaders qui, jusqu'à une date récente, tenaient le haut du pavé sur la voie médiatique à grand renfort de déclarations plus ou moins bien musclées.

De deux choses l'une donc : ou bien l'opposition dans son ensemble n'a pas encore pris la juste mesure du défi qu'elle va devoir relever dans les semaines à venir, ou bien elle ne parvient toujours pas à surmonter les divisions qui la déchirent. Dans l'un comme l'autre cas elle perd un temps précieux qui risque de lui coûter cher en termes de représentativité étant donné l'enjeu considérable que constitue pour elle le scrutin législatif à venir qui confèrera, en application de la Constitution du 6 novembre 2015, un statut officiel à sa composante la plus représentative.

Même si la date des deux scrutins n'est pas encore fixée par l'Etat, le temps qui reste se compte désormais en semaines, avec comme date butoir le mois de juillet prochain pour ce qui concerne les élections législatives. Le processus d'unification au moins partiel qu'impose le nouveau texte fondamental s'annonçant long et pour le moins compliqué étant donné la multiplicité des formations qui se réclament de l'opposition, l'ego souvent surdimensionné de ceux ou celles qui veulent l'incarner, la faible assise populaire de leurs structures il y a indiscutablement urgence.

Si l'on admet, comme nous, qu'une véritable démocratie repose de façon fondamentale sur la confrontation pacifique et permanente d'une majorité et d'une opposition dignes de ce nom, tout doit être maintenant mis en œuvre pour qu'au désordre des candidatures ayant marqué les scrutins précédents se substitue enfin un ordre réfléchi qui permette aux citoyens de choisir leurs représentants en toute connaissance de cause.

Les Dépêches de Brazzaville

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Les résultats du financement additionnel du Pdarj jugés satisfaisants

Le Projet de développement agricole et de réhabilitation des pistes rurales (Pdarj) a tenu, le 10 novembre à Brazzaville, son comité de pilotage. Objectif : évaluer la mise en œuvre du financement additionnel de 5.250.000 FCFA, avant sa clôture officielle en avril 2017.

Grâce au financement additionnel adopté au mois de novembre 2014 par le Congo et la Banque mondiale, le Pdarj a réhabilité environ 1300 km de pistes rurales, construit plus de 40 infrastructures de marchés

aujourd'hui nous réjouissons des résultats que nous pouvons juger globalement satisfaisants », a déclaré le ministre d'Etat, ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, de la Pêche et de l'Aquaculture, Henri Djombo, présidant les travaux en sa qualité du président dudit comité de pilotage.

« Nous ne devons pas ignorer que le chemin a été très long avec beaucoup d'obstacles, qui ont même menacé la clôture du projet avant terme. Ce qui aurait pu impacter négativement la coopération agricole entre le Congo et la BM », a-t-il

à la mise au point et à la promotion des techniques agricoles améliorées ; améliorer des infrastructures de marché et de réhabilitation des pistes agricoles ; formuler et mettre en œuvre des politiques et programmes de dépenses agricoles axés sur la réduction de la pauvreté.

Signalons qu'un nouveau projet de développement agricole est en préparation entre le gouvernement congolais et la Banque mondiale. Plus spécifique, ce programme aura pour objectif d'apporter une assistance financière notamment aux opérateurs agropastoraux afin de



Le ministre Henri Djombo posant avec les membres du comité de pilotage

dans les milieux ruraux, puis financé des activités agropastorales et halieutiques au profit de près de 1000 groupements des producteurs.

« Il convient de considérer que ces réalisations, certes modestes par rapport à l'immensité des besoins d'infrastructures et de productions agropastorales et halieutiques, constituent cependant, une contribution importante au développement du secteur rural. Nous pouvons au-

relevé avant de signaler que ce comité se tient à un moment particulier où le ministère est en train de renforcer les bases pour un développement agricole durable et harmonieux via un programme d'action prioritaire concernant les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. Lancé en 2008, le Pdarj vise à améliorer les capacités des personnes pauvres vivant en zone rurale ; à accroître leurs revenus grâce

développer l'agriculture commerciale.

« Il s'agira de faire du Congo un producteur et exportateur des produits agricoles, pastoraux, et halieutiques. Le cacao, le café, l'anacardier, les fruits et légumes, les élevages intensifs des animaux et poissons participent à cette nouvelle initiative », a conclu le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage.

Lopelle Mboussa Gassia

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Édition du samedi : Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Directeur : Charles Zodiolo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto
Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Mauakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelélé Ngono

TRAVAUX ET PROJETS TRANSVERSES

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Directeur : Philippe Garcia
Assistante : Sylvia Adhass

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 983 9227 / (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

SÉCURITÉ SOCIALE

La CNSS totalise plus de 350 milliards FCFA de créances en contentieux

La morosité de la conjoncture économique actuelle pénalise la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) qui a enregistré en 2015 des créances en contentieux de 350.286.836.347 de francs CFA. Ce chiffre a été révélé le 10 novembre à Brazzaville, lors d'un conseil d'administration de cette caisse.

Parmi ces créances en contentieux, on note 264.928.822.340 de francs CFA au titre des cotisations sociales, dont 146.424.227.538 de francs CFA pour des entreprises en activité contre 106.504.594.802 de francs pour celles en cessation d'activités et 12 milliards de francs CFA pour l'Etat employeur.

Il y a également des créances immobilières (3.912.513.616 francs de CFA) et financières (81.446.963.563 de francs CFA), ainsi que des arriérés de prestations sociales de plus de 123 milliards de francs CFA. Le conseil d'administration de la CNSS a aussi relevé un déficit de la branche des pensions entre 2012 et 2015 de l'ordre de 14.297.561.628 de francs



Une vue des membres du Conseil d'administration de la CNSS

CFA. Le déficit cumulé depuis une décennie étant de plus de 113 milliards de francs CFA. La CNSS a enregistré une perte des cotisations sociales ces 18 derniers mois, estimée à environ 1,4 milliard de francs CFA. Si cette tendance se

poursuivait, la perte annuelle passerait à 1 milliard de francs CFA, soit près de 77 millions de francs CFA par mois. Devant ce tableau sombre, le conseil d'administration a préconisé de réajuster certaines dépenses de la CNSS

afin de réduire la pression des charges sur les ressources disponibles ; de renforcer le dispositif de recouvrement ; d'étendre la couverture sociale ; de renforcer le dispositif de lutte contre la fraude. Il a, en outre, formulé une sé-

rie de recommandations parmi lesquelles celles demandant au gouvernement de relever l'âge de départ à la retraite, de négocier un plan d'apurement de sa dette vis-à-vis de la CNSS, tout en compensant les pertes de recettes de la CNSS liées aux mesures d'exonération des cotisations sociales accordées à certaines entreprises.

L'un des administrateurs, le président de la Confédération syndicale des travailleurs du Congo (CSTC), Elaut Bello Bellard a fait savoir qu'au regard de la situation économique du pays, la CNSS devrait revoir son train de vie et s'adapter à la conjoncture.

«La CNSS a obligation de recouvrer toutes ses créances auprès de l'Etat et des entreprises afin de pouvoir subvenir à ses besoins. Autrement dit, se serait un chemin de la croix pour la CNSS. La situation n'est pas seulement due à la baisse du prix du baril de pétrole. La CNSS devrait se réformer; en plus, il faudrait une politique adaptée à la conjoncture actuelle», a-t-il dit.

Christian Brice Elion

INSERTION SOCIO- PROFESSIONNELLE

Le gouvernement lance officiellement les activités des CEFA

Le Premier ministre, chef du gouvernement, Clément Mouamba a procédé, le 9 novembre à Brazzaville, au lancement officiel des activités des Centres d'éducation, de formation et d'apprentissage (CEFA). Ces centres de formation pilotes formeront les jeunes âgés de 16 à 35 ans dans plusieurs filières professionnelles.

Les Centres d'éducation, de formation et d'apprentissage sont construits à Brazzaville, Pointe-Noire et Dolisie dans le département du Niari. Dans chaque département, la formation est répartie en filière spécifique.

À Brazzaville, le CEFA est construit dans l'enceinte du lycée industriel 1er mai. Il est réservé aux métiers du bâtiment et forme les apprenants dans les filières professionnelles telles que les gros œuvres du bâtiment ; la menuiserie du bois ; la charpente bois et couverture ; les ouvrages métalliques et du verre ; les installations sanitaires et traitement des eaux ainsi l'électricité et domotique.

Celui de Pointe-Noire forme aux métiers de la maintenance industrielle à savoir, les systèmes métalliques et hydrauliques ; les ouvrages métalliques et soudure ; les équipements Froid et climati-



Le Premier ministre coupant le ruban symbolique (photo adiac)

sation ; l'électronique et informatique ainsi que les équipements électroniques.

Les CEFA de Brazzaville et Pointe-Noire forment aussi dans les métiers de services, parmi lesquels la coiffure ; l'esthétique ; la couture ; la pâtisserie ; la boulangerie ; la cuisine ; l'hôtellerie ainsi que des métiers administratifs comme le secrétariat, la comptabilité et l'administration des entreprises.

À Dolisie, la formation est consacrée aux métiers ruraux, notamment la production animale

et végétale ; la maintenance des matériels agricoles ; entretien des bâtiments et la menuiserie. Tous ces centres de formation pilotes sont ouverts aux jeunes dont la tranche d'âge varie entre 16 à 35 ans, qui veulent apprendre un métier qualifiant. A

titre expérimental, chaque filière de formation accueille environ 20 apprenants avant que le quota ne soit vu à la hausse.

À l'issue de la formation, l'apprenant obtiendra une attestation de fin de formation qui lui ouvrira les portes du marché de l'emploi. À l'avenir, d'autres centres de formation seront ouverts progressivement dans d'autres départements afin de donner la chance aux jeunes de l'hinterland d'apprendre des métiers qualifiants. Dans son mot de circonstance, le Premier ministre, Clément Mouamba, a salué l'initiative du gouvernement qui vise l'insertion socio-professionnelle des jeunes en leur assurant une formation qualifiante afin qu'ils se positionnent dans le monde de l'emploi.

Notons que le lancement de ces CEFA s'est déroulé en présence du ministre de l'Enseignement technique, professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi, Antoine Nicéphore Fylla Saint Eudes et de l'ambassadeur de France au Congo, Bertrand Cochery.

Le projet sera financé par l'Agence française de développement et la Banque africaine de développement (BAD).

Firmin Oyé



AMBASSADE D'ITALIE BRAZZAVILLE

L'Ambassade d'Italie annonce le lancement d'une procédure de concours (épreuves orales italien/français puis deux épreuves pratiques dont une de conduite) pour la sélection d'un Chauffeur-Commis-Réceptionniste.

L'avis de concours et les conditions d'admission peuvent être visionnés à l'Ambassade (2, Avenue Auxence Ickonga) ou sur le site : www.ambbrazzaville.esteri.it

Les demandes devront être présentées au plus tard avant, le 25/11/2016 à l'Ambassade.

IN MEMORIAM



Il aurait 87 ans ce jour 12 novembre 2016.

Pour cela, les enfants N'Zoulani prient tous ceux qui ont connu et aimé leur père Benoit N'Zoulani d'avoir une pensée pieuse pour lui. Que son âme repose en paix.

**Les enfants
N'Zoulani**

ACTION HUMANITAIRE

Neuf cents kits scolaires et alimentaires distribués aux élèves déplacés du Pool

La ministre des Affaires sociales, de l'Action Humanitaire et de la Solidarité, Antoinette Dinga Dzondo, a offert le 09 novembre à Loutété, des tonnes de kits scolaires et alimentaires aux élèves déplacés du département du Pool.

Des cahiers, Stylos, livres, cartables ont été remis aux élèves déplacés du Pool, accueillis en majorité dans les localités de Nzanza (district de Kingoué) et de Loutété dans le département de la Bouenza. Outre ces kits scolaires, ils ont aussi reçu des vivres : de boîtes de conserves, du riz, du sucre, du savon etc.

Cette assistance humanitaire du gouvernement intègre les initiatives de la promotion du droit à l'éducation. Le don caritatif va également couvrir, pour une longue durée, les besoins de près de six cents élèves du département du Pool, qui se sont fait inscrire dans les écoles primaires, collèges et lycées du département de la Bouenza.

« Notre pays a signé et ratifié des traités et conventions internationaux pour la protection des enfants. Le pays a aussi voté une loi pour la promotion et la protection de l'enfant que nous nous efforçons à appliquer. Nos enfants doivent aller à l'école qui du reste est gratuite », a indiqué la ministre Antoinette Dinga Dzondo.

À Loutété, cette aide altruiste couvrira les besoins de plusieurs élèves du primaire, de cent soixante-treize élèves inscrits au collège ainsi que de trente-quatre accueillis par l'administration scolaire du lycée de ladite localité.

Deux cent cinquante jeunes élèves autochtones habitant les villages de Tsiaki, Kingoué, Loudima et Ndolo situés dans le département de la Bouenza ont également bénéficié de ces kits.

« Depuis longtemps le gouvernement et ses partenaires se préoccupent de la promotion des minorités en particulier des enfants autochtones scolarisés. Donc, ces enfants doivent bénéficier de ces kits scolaires et alimentaires pour les encourager à poursuivre leurs études. Nous voulons rendre l'école plus crédible et plus pertinente pour la communauté autochtone », a commenté la ministre Antoinette Dinga Dzondo.

Ce geste du gouvernement a été loué par plusieurs autorités administratives et départementales de la Bouenza y compris les élèves. Le directeur départemental de l'Enseignement primaire et secondaire chargé de l'alphabétisation (Ddepsa) du département de la Bouenza, Benoit Mankélé, a indiqué : « Les interrogations et le suspense grandissants sont actuellement balayés d'un tour de

main au regard de cette action humanitaire d'un père qui a toujours travaillé d'un cœur ouvert ».

En outre, l'afflux des élèves fuyant les bandits armés du département du Pool nécessite pour les écoles du département de la Bouenza l'apport en personnel enseignant et alourdi le besoin en tables bancs. Excepter les autres localités de la Bouenza, la ville de Loutété compte à lui seul sept écoles primaires, un collège et un lycée dont le besoin en personnel enseignant est couvert par les enseignants vacataires.

Au regard de ce déficit, Benoit Mankélé a plaidé en ces termes : « Notre vive désir serait aussi de voir nos collègues enseignants du département du Pool qui errent dans les localités de la Bouenza à venir à la rescousse de nos écoles car il y a un déficit en enseignant ».

Enfin, la ministre des Affaires sociales, de l'Action humanitaire et de la Solidarité a également offert des tôles, des pointes et un rouleau d'étanchéité pour la réhabilitation de la toiture du bâtiment de l'école primaire du village Inka, récemment ravagé par un orage. « Le gouvernement a également pensé aux élèves du village Inka. Ils recevront aussi des kits scolaires et alimentaires », a indiqué Antoinette Dinga Dzondo.

Fortuné Ibara

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

du LUNDI à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

Sculptures Peintures

Céramiques Musique







ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la **Traction**
à la **Modernité**

situé 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso
Immeuble les manguiers - Mpa
dans l'enceinte des Dépêche de Brazzaville

COOPÉRATION

Le Congo et la Corée du sud instituent des consultations dans plusieurs domaines

Au terme d'une visite de travail effectuée par le ministre des Affaires étrangères, Jean Claude Gakosso du 6 au 9 novembre à Séoul, le Congo et la Corée du sud ont signé un mémorandum d'entente instituant des consultations dans différents domaines.

12ème puissance économique au monde et 4è au niveau de l'Asie, la République de Corée regarde du côté de l'Afrique en vue de partenariats économiquement avantageux. C'est à ces fins que le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et des Congois de l'étranger a été invité à Séoul, par son homologue sud-coréen, YUN Byung-Se, pour une visite de travail, en vue de redynamiser l'axe Brazzaville - Séoul. L'entretien entre les deux ministres a permis d'évaluer le niveau de la coopération et d'envisager d'autres domaines susceptibles de la rehausser. Exposant sur les opportunités d'affaires au Congo, Jean-Claude Gakosso a noté la stabilité des institutions de son pays, la paix qui y règne et, surtout, la volonté politique d'aller vers la modernisation et l'industrialisation du pays. Les zones économiques spéciales déjà

ciblées sont la preuve d'un pays soucieux de son développement. « Nous sommes à l'heure de la diversification de notre économie », a lâché le ministre congolais à son auditoire sud-coréen. En d'autres termes : « Le Congo a besoin de vous et il vous attend en tant qu'investisseurs. »

Le dîner du 8 novembre en l'honneur du chef de la diplomatie congolaise a constitué un autre cadre d'échanges directs entre les deux parties.

Au Congo, et ailleurs en Afrique, la Corée du Sud est présente à travers Koïca, son Agence de coopération internationale. Ses actions sont visibles telles : les bourses de formation qu'elle a offertes au gouvernement congolais au titre de l'année académique 2016. L'équipement du laboratoire de langues du ministère des Affaires étrangères à Brazzaville est l'œuvre de Koïca qui, récemment,



Signature du mémorandum par les deux ministres

a aussi fait un important geste à la Bibliothèque universitaire. Ceci, sans compter les véhicules dont elle a doté certaines institutions publiques congolaises.

La séance de travail entre Jean-Claude Gakosso et les respon-

sables de cette agence a permis d'évaluer les actions entreprises au Congo et d'en projeter d'autres.

En attendant la signature de l'accord général de coopération entre les deux gouvernements,

la visite du ministre des Affaires étrangères, de la coopération et des Congois de l'étranger est venue donner une impulsion au renforcement de la coopération bilatérale entre les deux pays.

La Rédaction

BRAZZA
Actualité-Economie-Politique
Express
Sur votre chaîne Africaine
Tous les Jedis à partir de 9h30

VISION

Canal 304
DU BOUQUET CANAL +

Reportage
Documentaire
Breaking-News
Votre Actualité

24H/24

NOS EMISSIONS
Club d'Elites-Passerelle-Tour D'horizon-Arrêt Majeur-Débat Chrétien
Au Coeur des Mystères-Play-Décryptage-90Min Chez Vous-Planète Sport
Dimanche des Lions-Café des Sports-Meeting Point-La Matinale...

Disponible sur les bouquets

TNT CANAL+ AFRICA eutelsat TV+

Situé à l'immeuble EBATHA Rond-point La Coupole (Centre Ville)
REPUBLIQUE DU CONGO-BRAZZAVILLE
CONTACTS: +242 22 613 40 55 - 05 631 38 49

Brèves

Côte d'Ivoire

La production de coton, troisième producteur africain, a baissé de 31% lors de la campagne 2016. Le gouvernement ivoirien a décidé d'augmenter le prix d'achat du coton de 6% pour inciter les agriculteurs à produire plus. La campagne 2015-2016 a été caractérisée par une baisse de la production de coton graine à 310.000 tonnes contre 450.000 tonnes l'année précédente, dont le climat est le principal facteur. Une baisse du nombre de producteurs a également été enregistrée au cours de la même période.

RDC

La Banque centrale du Congo (BCC) a rejeté la décision prise la veille par la troisième banque commerciale de la République démocratique du Congo (RDC) de se dissoudre, alimentant la polémique entre les deux institutions bancaires. Les actionnaires de la Banque internationale pour l'Afrique au Congo (BIAC), en difficulté depuis des mois, avaient décidé de dissoudre leur banque et de désigner un liquidateur afin d'arrêter leur surendettement vis-à-vis de la BCC, qui avait placé la banque privée sous sa gestion.

Kenya

Nairobi a débuté le rapatriement de ses Casques bleus déployés au Soudan du Sud, en réponse au limogeage du commandant kenyan de la mission onusienne dans ce pays en guerre. Ce dernier avait été démis de ses fonctions début novembre après qu'une enquête de l'ONU eut accablé les Casques bleus pour leur inaction lors des violences de juillet à Juba, ayant opposé les forces du président sud-soudanais, Salva Kiir, à celles de l'ex-chef rebelle et alors vice-président du pays, Riek Machar. Un premier groupe d'une centaine de soldats a été rapatrié. Les autres doivent être rapatriés dans les prochains jours. Le contingent kenyan, l'un des plus importants de la Minuss, compte environ 1.000 soldats sur les 13.500 Casques bleus déployés dans le pays.

Nigéria

Le géant pétrolier anglo-néerlandais, Shell, a fermé une de ses stations dans la région du Delta du Niger, dans le Sud-Est du Nigeria, suite à des manifestations de populations devant le site. Les manifestants protestent contre le manque de bonnes routes, d'électricité et d'approvisionnement en eau. Un pipeline, transportant du pétrole brut du terminal Forcados de Shell, a été saboté trois fois la semaine dernière par les Vengeurs du Delta du Niger (NDA), qui exigent une plus grande part de la richesse pétrolière du Nigeria.

Centrafrique

Un accrochage a été signalé le 8 novembre dans la soirée, entre les factions Séléka de UPC et ceux du FPRC près de la ville de Bria. Cet accrochage intervient trois semaines après la tenue de l'assemblée générale des fractions de l'ex-Séléka dans la ville de Bria, AG à laquelle l'UPC de Ali Daras n'a pas participé. Les villages Kalaga, Bougou et Mogolouba ont été touchés par ce combat. La situation s'est relativement calmée suite à l'appel d'apaisement des leaders de ces deux mouvements. Aucun mouvement de population n'est pour le moment signalé.

Josiane Mambou Loukoula et AFP

Barack Obama reçoit Donald Trump dans le Bureau ovale

L'image était, pour beaucoup, absolument inimaginable il y a deux jours: Barack Obama recevait jeudi dans le Bureau ovale Donald Trump, dont la retentissante élection continue de provoquer une onde de choc, à travers les États-Unis et le monde.

L'homme d'affaires de 70 ans est arrivé en voiture, à l'abri des regards des journalistes, peu avant 11H00 (16H00 GMT). La rencontre s'annonce délicate tant les deux hommes, que tout sépare, ont échangé d'invectives durant la campagne. Mais la transition est enclenchée, et le président démocrate a martelé sa volonté de la mener à bien sans heurts. «*Nous ne sommes pas d'abord démocrates ou d'abord républicains. Nous sommes d'abord américains (...). Nous devons nous rappeler que nous ne formons en réalité qu'une seule équipe*», a souligné le 44^e président des États-Unis, qui quittera le pouvoir le 20 janvier.

Insistant sur l'importance «*du respect des institutions, de la loi*» et «*du respect les uns pour les autres*», il a dit espérer que le milliardaire populiste soit fidèle à l'esprit de ses premiers mots - rassembleurs et apaisés - après la victoire. L'élection surprise de Donald Trump, portée par la colère d'un électoral se sentant ignoré des élites et menacé par la mondialisation, a brisé les rêves de la démocrate Hillary Clinton, que tous les sondages donnaient gagnante, de devenir la première femme à accéder à la présidence. Mais elle menace aussi le bilan de Barack Obama (climat, assurance-santé, libre-échange...) dont la cote de popularité est, cruel paradoxe pour lui, au



Donald Trump et Barack Obama

plus haut. Le tribun populiste de 70 ans, qui sera le plus vieux président à entrer à la Maison Blanche, n'a jamais occupé de fonction élective.

Wall Street était orienté à la hausse jeudi, poursuivant sur son essor post-Trump. Certains analystes estimaient que les investisseurs cherchaient à se concentrer sur les aspects perçus comme favorables du programme de M.Trump (plan de relance des infrastructures, baisses d'impôts), mettant de côté des éléments jusqu'alors mis en avant comme menaçant, en premier lieu le protectionnisme affiché du républicain. L'agence SP Global Ratings a confirmé jeudi la note «AA+» accordée à la dette américaine, estimant que les institutions du pays étaient suffisamment solides pour compenser «le manque d'expérience» et les «incertitudes» sur le programme du 45^e président des États-Unis. Michelle Obama

s'entretiendra de son côté, à huis clos, avec la très discrète Melania Trump, prochaine première dame des États-Unis. Le vice-président Joe Biden recevra un peu plus tard son successeur, Mike Pence, qui se décrit comme «*chrétien, conservateur et républicain... dans cet ordre*».

Donald Trump, qui travaille à la mise en place de ses équipes, rencontrera en début d'après-midi l'homme fort du Congrès, Paul Ryan, président de la majorité républicaine de la Chambre des représentants. Les deux hommes entretiennent des relations difficiles: M. Ryan avait annoncé en pleine campagne qu'il ne défendrait plus le candidat républicain puis a finalement voté pour lui. M. Trump aura pour gouverner l'appui du Congrès, le Sénat et la Chambre des représentants ayant conservé leur majorité républicaine. Le magnat de l'immobilier, qui s'est appuyé durant

la campagne sur une équipe très réduite dans laquelle ses enfants jouaient un rôle central, doit mettre les bouchées doubles pour être opérationnel le 20 janvier. Sous le choc, des milliers d'Américains se sont rassemblés mercredi soir dans une dizaine de villes, de New York à Los Angeles en passant par Washington, pour dénoncer les vues racistes, sexistes et xénophobes, selon eux, de Donald Trump. À Los Angeles, des milliers de Californiens inquiets et rageurs ont envahi un important axe routier et une effigie du nouveau président a été brûlée devant l'hôtel de ville. Des médias ont fait état de plusieurs interpellations. À New York, une foule s'est rassemblée au pied de la Trump Tower, domicile du président élu, scandant «*Trump à la poubelle!*». La plupart des rassemblements ont été pacifiques mais à Oakland, en Californie, des bouteilles et des pétards ont été lancés sur la

police, blessant plusieurs fonctionnaires. Selon une responsable, deux voitures de police ont aussi été incendiées.

'Notre démocratie l'exige'

Quel est l'état d'esprit de Barack Obama, qui a plusieurs fois affirmé durant la campagne que Donald Trump était une menace pour la démocratie américaine, au moment de lui remettre les clés de la Maison Blanche ? Bombardé de questions sur ce thème mercredi, son porte-parole Josh Earnest était à la peine. «*L'élection est terminée, les Américains ont tranché. Ils ont choisi quelqu'un avec lequel le président Obama a des désaccords profonds. Mais cela ne le détournera pas de sa détermination à assurer une transition en douceur. Notre démocratie l'exige*». «*Nous ne pouvons pas nous permettre d'élire ce type! Ce n'est pas possible! Ce n'est pas possible!*», avait déclaré M. Obama à Las Vegas, comme un cri du cœur, quelques jours avant le scrutin.

L'inimitié des deux hommes a des racines parfois plus personnelles que leur appartenance politique ou leur vision du monde: pendant des années, Donald Trump a alimenté une théorie du complot aux relents racistes sur le lieu de naissance de M. Obama, avant de tourner casaque brutalement durant la campagne, sans explication. Amère consolation pour Hillary Clinton, elle a perdu l'élection, dont le résultat est décompté État par État, mais au niveau national, elle a obtenu environ 230.000 voix de plus que son adversaire, selon des résultats provisoires publiés jeudi par le New York Times.

AFP

Réactions à l'élection de Donald Trump

Alors qu'il a été traité de xénophobe et de sexiste par ses adversaires, l'homme d'affaires, le candidat républicain, Donald Trump a remporté l'élection 2016 avec 274 grands électeurs contre 215 pour la candidate démocrate, Hillary Clinton. Après une campagne agressive. Il devient ainsi, le 45^e président des États-Unis contre toute attente, déjouant tous les sondages.

Pendant que l'élection de Donald Trump, à la tête des États-Unis a provoqué des ondes de choc, certains pays l'ont félicité.

L'Iran invite Donald Trump au respect des accords internationaux déjà conclus par son pays

Réagissant de son côté quant à l'élection du milliardaire à la tête des États-Unis, tout en tenant compte du fait que l'élection du candidat républicain fait peser

déjà des incertitudes sur l'accord nucléaire iranien de 2015, le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, a appelé le président élu, Donald Trump, à respecter et à ne pas empirer sur les accords internationaux conclus par son pays.

Turquie : l'alliance avec les États-Unis doit se poursuivre

Félicitant le nouveau président américain pour son élection, le Premier ministre turc, Binali Yildirim a invité Donald Trump à livrer à la Turquie le plus rapidement possible le prédicateur Fethullah Gülen, accusé d'avoir préparé le putsch manqué en juillet dernier et qui vit en exil aux États-Unis. «*Je félicite Donald Trump et je lui souhaite le succès. Nous espérons que notre alliance avec les États-Unis va se poursuivre et que notre partenariat et nos relations vont se développer*», a-t-il

ajouté.

Moscou : Vladimir Poutine rassuré qu'un dialogue constructif sera maintenant établi entre Moscou et Washington

Le président russe, Vladimir Poutine a félicité le 9 novembre dans un communiqué Donald Trump, pour son élection et s'est dit être rassuré de l'amélioration des relations russo-américaines. Il a précisé qu'un travail mutuel pour sortir les relations entre la Russie et les États-Unis de leur situation critique sera fait et qu'un dialogue constructif sera établi entre Moscou et Washington.

Japon : les États-Unis d'Amérique sont nos alliés inébranlables

Intervenant pour le compte de son pays, le Premier ministre japonais, Shinzo Abe a, pour sa part, déclaré que le Japon et les

États-Unis sont des alliés inébranlables. Car, ils sont liés par des valeurs communes telles que, la liberté, la démocratie, le respect des droits de l'Homme et l'État de droit. «*J'exprime mes sincères félicitations pour votre élection comme prochain président des États-Unis*», a-t-il ajouté.

L'Union européenne : Donald Trump doit participer au futur sommet UE-USA

Dans l'optique de féliciter le nouveau président américain, les présidents de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, et du Conseil européen, Donald Tusk ont, dans leur courrier publié le mercredi 9 novembre, invité à venir en Europe prendre part au sommet UE-USA, qui aura lieu dans les prochains mois. «*Le partenariat stratégique entre l'Union européenne et les États-Unis est fondé sur nos valeurs*

communes de liberté, du respect des droits de l'Homme, de la démocratie et de la foi en l'économie de marché», ont-ils précisé avant de rappeler qu'aujourd'hui, il est nécessaire de renforcer les relations transatlantiques. Car, c'est en coopérant étroitement que l'UE et les États-Unis pourront continuer à faire une différence quand il s'agira de gérer les défis importants comme le Daech, la menace contre la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine, les changements climatiques et la migration. «*Les liens UE-USA sont plus profonds que tout changement de politique. Nous continuerons à travailler ensemble, en redécouvrant la force de l'Europe. Donald Trump réussira à devenir le porteur de la colère et des peurs de millions d'Américains*», a relevé le président du Parlement européen, Martin Schulz.

Rock Ngassakys

Donald Trump, visage américain du populisme

Excessif, impulsif, sans la moindre expérience politique, Donald Trump n'avait au départ aucune des qualités requises pour prétendre entrer à la Maison Blanche.

Mais avec son énergie inépuisable et son égo surdimensionné, le milliardaire républicain de 70 ans a déjoué tous les pronostics lors d'une élection aux allures de séisme politique. Il sera en janvier le 45e président des Etats-Unis, le dirigeant de la première puissance économique et militaire du monde.

Il avait promis pour mardi un «Brexit puissance trois», et les électeurs le lui ont offert, plongeant l'Amérique et le monde dans l'incertitude.

A la faveur de discours décapants jouant sur les frustrations et insécurités des Américains blancs laissés-pour-compte de la mondialisation, il est devenu l'espoir du changement pour des millions d'entre eux.

Et il a fait exploser un parti républicain à la peine pour comprendre ses électeurs, incapable de trouver la parade à la tornade populiste déclenchée par Trump. Plus que tous les caciques du Grand old Party, il a su capter l'humeur et la colère d'une partie du peuple américain. Sur elle, il a bâti son triomphe.

Avant de se lancer dans la campagne en juin 2015, Donald Trump était surtout connu pour son immense fortune, les tours, golfs et casinos à son nom, ses divorces pour tabloïds, et pour être l'animateur star de l'émission de télé-réalité «The Apprentice»: ce jeu éliminatoire débouchant sur un emploi dans l'empire Trump, en avait fait un visage familier dans les foyers américains.

Mais il s'est révélé être un formidable animal politique, héros populiste improbable, promettant de «rendre à l'Amérique sa grandeur» et d'y faire notamment revenir les emplois délocalisés en Chine ou au Mexique.

Ses derniers propos de campagne lundi dénonçaient l'establishment, «l'élite politique qui a saigné à blanc notre pays». Il a promis que l'Amérique serait sa «priorité».

- Imprévisible -

Il ose tout dire, souvent plus instinctif que réfléchi, cogne là où ça fait mal. Il dénonce «un système truqué», des responsables politiques «corrompus», des médias «qui empoisonnent l'esprit des Américains».

Il a des solutions simples à tous les problèmes complexes, veut construire un mur à la frontière mexicaine, payé par le Mexique, pour empêcher l'immigration clandestine. Il parle d'expulser des Etats-Unis les 11 millions de clandestins. De renégocier les accords commerciaux internationaux, en rupture avec son parti favorable au libre-échange.

Face au terrorisme, il veut interdire l'entrée des Etats-Unis aux immigrants de pays à risque, après avoir parlé de refuser tous les musulmans.

Il est arrogant, charismatique, abrupt, parfois drôle. Et même s'il se contredit et s'est montré peu à l'aise sur le fond des dossiers lors des trois débats présidentiels, ses supporters veulent y croire.

- Provocateur -

D'autant que Trump, qui a dépensé plus de 50 millions de dollars pour sa campagne, leur semble incorruptible face à Hillary Clinton, proche de Wall Street et souvent détestée. Trump l'a sur-



nommée «Hillary la crapule». Durant la campagne, il a insulté les femmes, les musulmans, les Hispaniques, s'est aliéné les Noirs.

Jamais avare de provocations, il s'est refusé à dire qu'il reconnaîtrait le résultat de l'élection présidentielle.

Mais il a aussi sa part de rêve, sa vie de luxe, sa famille glamour: sa femme Melania, ancienne mannequin de 46 ans qui élève leur fils Barron, 10 ans, loin des projecteurs. Ses enfants adultes, Ivanka, Donald Jr, Eric et Tiffany, présents dans la campagne.

Trump habite un triplex aux allures de mini-Versailles au sommet de la tour Trump à New York, se déplace dans son Boeing 757 privé, qui sert régulièrement d'arrière-plan à ses meetings.

Chevelure blonde étrange, impeccablement habillé, il fascine, horrifie.

Quand une dizaine de femmes l'ont accusé de baisers volés et

gestes sexuels déplacés, il les a toutes traitées de menteuses. Presque miraculeusement, il a traversé la tempête politique provoquée par ces accusations.

Il n'est pas idéologue, démocrate jusqu'en 1987, puis républicain (1987-1999), membre du parti de la Réforme (1999-2001), démocrate (2001-2009), et à nouveau républicain.

Né à New York, rapidement envoyé dans une école militaire pour tenter de calmer son tempérament volcanique, il est le quatrième de cinq enfants d'un promoteur immobilier new-yorkais. Après des études de commerce, il rejoint l'entreprise familiale. Son père l'aide à ses débuts avec «un petit prêt d'un million de dollars» selon lui.

En 1971, Donald Trump prend le contrôle de l'entreprise paternelle. Son père construisait des logements pour la classe moyenne, il préfère les tours de luxe, les hôtels, casinos et golfs,

de Manhattan à Bombay.

Ce fan de catch était aussi jusqu'en 2015 co-proprétaire des concours Miss Univers et Miss USA. Il a animé «The Apprentice» de 2004 à 2015.

Trump a dans sa carrière intenté ou été la cible de dizaines de procès civils liés à ses affaires.

Il a refusé de publier ses feuilles d'impôt –une tradition pour les candidats à la Maison Blanche– et a reconnu à demi-mots qu'il n'avait pas payé d'impôts fédéraux pendant des années, après avoir déclaré des pertes colossales de 916 millions de dollars en 1995. «Cela fait de moi quelqu'un d'intelligent», a-t-il dit.

Il a un programme phénoménal pour ses 100 premiers jours, pour impulser le changement.

Jusqu'à mardi, personne n'y croyait vraiment. Car sauf sur la fin, il s'est révélé durant la campagne particulièrement indiscipliné.

AFP

USA

Le demi-frère de Barack Obama encense Donald Trump sur Twitter

Le demi-frère du président américain Barack Obama, Malik, s'est réjoui mercredi de la victoire de Donald Trump à l'élection américaine, et a chanté sur Twitter les louanges de celui qu'il a qualifié, étrangement, de «Malcom X blanc».

Originaire d'un petit village de l'ouest du Kenya, Malik Obama avait récemment rallié la cause de Donald Trump après avoir à maintes reprises accusé son cadet de malhonnêteté, d'arrogance, et de ne pas avoir fait plus pour le Kenya et sa famille kényane.

Malik, qui aurait selon la presse américaine engrangé plusieurs milliers de dollars en vendant des lettres de jeunesse de Barack Obama, a la double citoyenneté kényane et américaine et vote depuis 1985 aux élections américaines.

Sur sa photo de profil Twitter, il s'affiche avec une casquette rouge portant le slogan de campagne de Donald Trump, qui l'avait par ailleurs invité à un débat électoral à Las Vegas. Il a également publié une photo de lui en train de voter pour le candidat républicain.

«Mes félicitations président Trump! Dieu est grand!», a lancé sur Twitter l'auteur d'une tentative catastrophique de se lancer en politique au Kenya en 2013.

Se faisant l'écho de son nouveau favori, et s'exprimant en lettres majuscules, il a plusieurs fois qualifié la démocrate Hillary Clinton de «malhonnête (sic)» et a dénoncé des «médias corrompus !!!».

Sans donner d'explication, Malik Obama dit voir dans le magnat de l'immobilier «un Malcom X réincarné, le Malcom X blanc», en référence au légendaire et controversé militant des droits civiques des Noirs américains.

Au Kenya, la matriarche de la famille Obama, Sarah, que Barack Obama considère comme sa grand-mère, s'est montrée quelque peu fataliste devant la



victoire de Donald Trump: «Il l'a (la présidence, ndlr), et c'est Dieu qui lui a donné, qui suis-je pour m'y opposer? Cela aurait été de même si Clinton avait été

choisie, je n'ai pas mon mot à dire».

«C'est à lui que revient de développer l'Amérique et le monde comme Barack l'a fait avant lui»,

a-t-elle ajouté depuis le village de Kogelo, dans l'ouest du Kenya. Donald Trump «doit prendre le rôle de leader à bras-le-corps, comme Barack l'a fait».

D'après AFP



**DES FORMATIONS
QUALIFIANTES DESORMAIS
DISPONIBLES À LA
SALLE MULTI MEDIA
DE OUENZÉ**

AG Partners



Trois (3) mois après son inauguration par le Ministre des Postes et des Télécommunications en présence de la Représentante de l'**UNESCO** au **Congo Brazzaville**, du Ministre de l'enseignement technique et Professionnel, de la formation qualifiante et de l'Emploi ainsi que du Ministre de la Jeunesse et de l'Education civique, la salle communautaire multimédia (Télé centre) de Ouenzé est belle et bien opérationnelle.

La rentrée officielle a eu lieu le lundi 17 octobre 2016 en présence du Maire de **OUEZÉ** et des équipes **UNESCO** et **AIRTEL CONGO B.**

Destinée à offrir un accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication à travers des formations de jeunes, la première vague de 100 jeunes sélectionnés, a effectué sa rentrée le 18 octobre 2016.

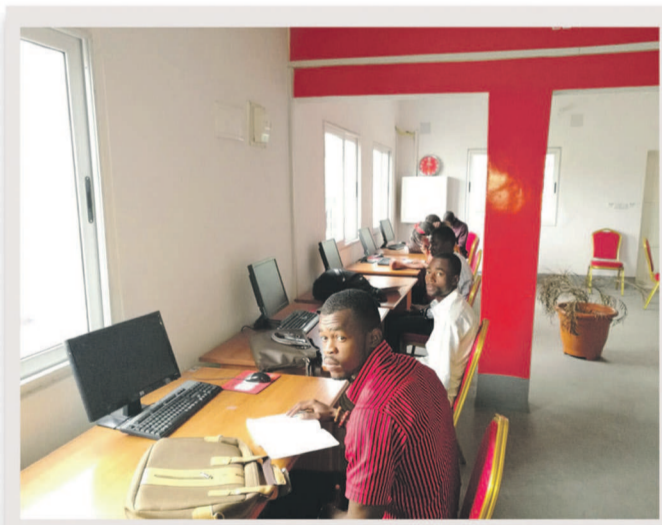
Les formations sont dispensées par les formateurs du Ministère de l'enseignement technique et professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi, de l'**INRAP** et de l'**UNESCO**.

Ce projet qui touchera 5000 jeunes, vise à offrir aux usagers des formations qualifiantes et certifiées dans les domaines suivants :

- La bureautique
- Les NTIC
- Les Métiers de l'impression
- Les Techniques commerciales

Pour cette première vague, nous notons la répartition suivante par filière:

- **Bureautique** : 52 dont 28 jeunes filles et 24 jeunes garçons
- **NTIC** : 100 dont 50 jeunes filles et 50 jeunes garçons
- **Métiers de l'impression** : 22 dont 10 jeunes filles et 12 jeunes garçons
- **Techniques commerciales** : 26 dont 14 jeunes filles et 12 jeunes garçons



ELECTION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'OMS

Tedros Adhanom Ghebreyesus veut être le premier Africain à diriger l'organisation

Souhaitant un monde où chacun peut mener une vie saine et productive, quels que soient son identité et son lieu de vie, l'ancien ministre éthiopien qui a roulé sa bosse à la Santé puis aux Affaires étrangères, avant de présider le conseil du Fonds mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme est, à 51 ans, candidat à la direction générale de l'Organisation mondiale de la Santé. Au sortir de son audience avec le président Denis Sassou N'Gusso, le 9 novembre, Tedros Adhanom Ghebreyesus a expliqué ses motivations dans une interview avec Les Dépêches de Brazzaville.

Les Dépêches de Brazzaville : Voudriez-vous bien, d'entrée de jeu, vous présenter à nos lecteurs ?

Tedros Adhanom Ghebreyesus : Je suis Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, originaire d'Ethiopie. J'ai pendant plusieurs années travaillé en tant que fonctionnaire dans mon pays. J'ai occupé les postes de ministre des Affaires étrangères, je suis actuellement Conseiller spécial auprès du Premier ministre avec rang de ministre. Auparavant, j'étais ministre de la Santé publique de l'Ethiopie, président du conseil du Fonds mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme, président du Conseil du Partenariat pour la santé de la mère et de l'enfant. Je suis titulaire d'un doctorat en santé communautaire et d'un master en Sciences immunologiques des maladies infectieuses, spécialiste et auteur reconnu internationalement sur différentes problématiques relatives à la santé. Pour tout dire, je suis candidat à la direction générale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Je ne suis pas seulement le candidat de mon pays, mais le candidat de l'Union africaine à ce poste. Ma candidature a été validée lors du dernier sommet de l'UA en janvier 2016 à Addis-Abeba. Vous le savez bien, depuis sa création, l'OMS n'a jamais été dirigé par un Africain.

LDB : Qu'est-ce qui vous a poussé à être candidat à cette élection qui va se dérouler en mai 2017 ?

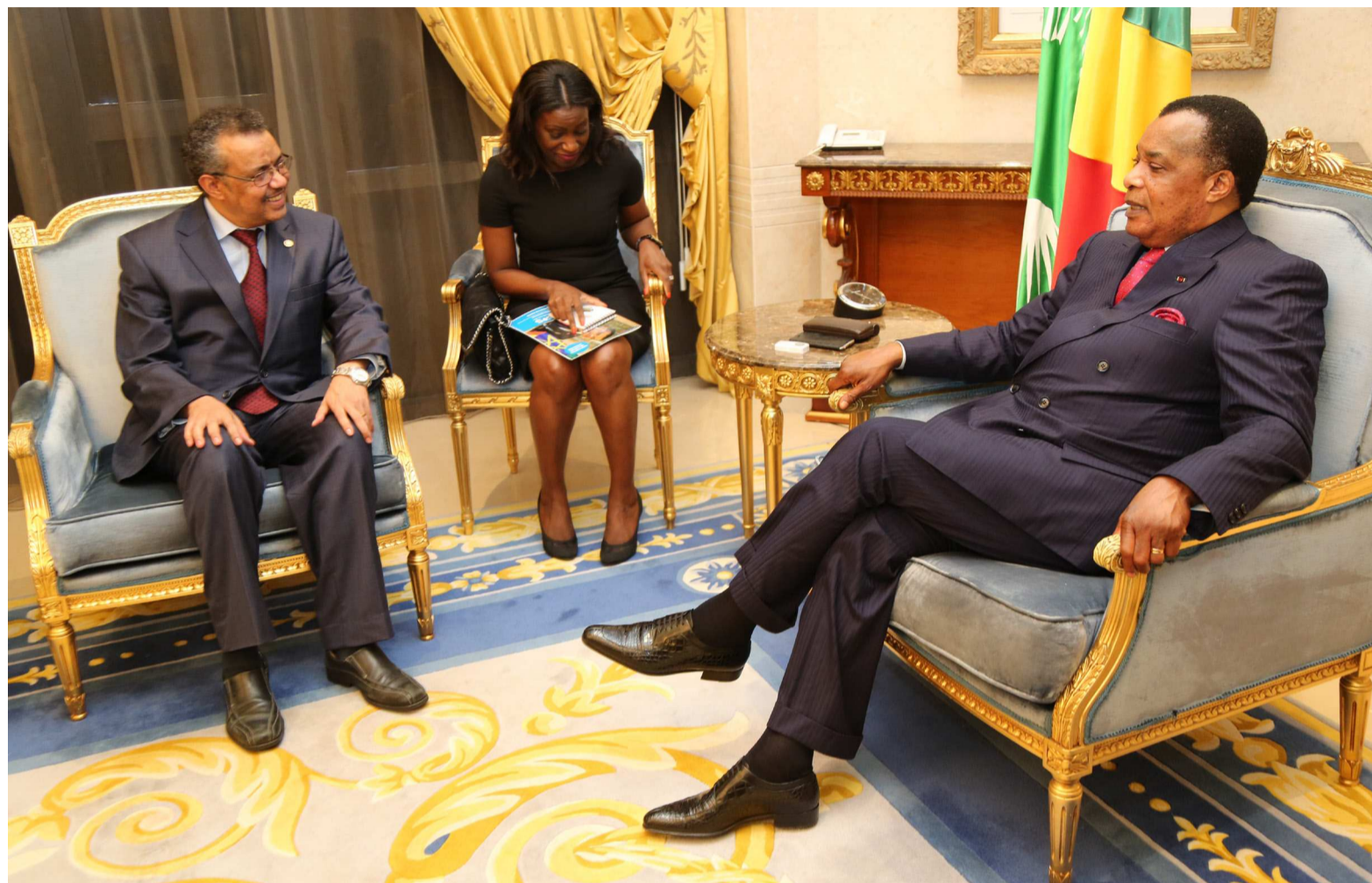
TAG : Je veux un monde où chacun peut mener une vie saine et productive quels que soient son identité et son lieu de vie. Pour que cette vision se réalise, il faut faire de l'OMS une organisation forte et efficace qui peut répondre aux nouveaux défis pour atteindre les objectifs du développement durable dans le domaine de la santé. Pour cela, l'OMS a besoin d'une gestion redynamisée qui combine des compétences requises dans les domaines de la santé publique, de la diplomatie et de la politique pour aborder les défis les plus urgents de l'heure.

LDB : Dans cette vision, quelles seront vos priorités si vous êtes élu à la tête de

l'organisation ?

TAG : Ceci est une bonne

capacité des autorités nationales à détecter, prévenir et gérer les



Tedros Adhanom Ghebreyesus reçu le président Denis Sassou N'Gusso (DR)

question. Nous devons amener l'OMS à être plus dynamique et beaucoup plus efficace. Avec l'expérience acquise en Ethiopie et au niveau régional en matière de santé publique, je serai en première ligne pour prendre des initiatives et placerai l'OMS au centre des actions pour la santé mondiale et des grandes priorités internationales. En tant que directeur général, mon mandat va s'articuler autour de cinq priorités : 1- Réformer l'OMS, c'est à dire en faire un organisme plus efficace, transparent, responsable et indépendant, fondé sur la science et l'innovation, axé sur les résultats et tourné vers l'action ; 2- La santé pour tous. Il s'agit ici d'agir pour la couverture sanitaire universelle et s'assurer que chacun ait accès aux soins sans risquer de s'appauvrir, en favorisant l'allocation de ressources nationales consacrées à la santé, en renforçant les structures de soins de base ou encore en étendant l'accès aux services de prévention, aux diagnostics et aux médicaments pour les maladies transmissibles et non transmissibles. 3- Assurer la sécurité sanitaire, en renforçant la ca-

urgences sanitaires, y compris la résistance aux antibiotiques, et à gérer plus efficacement les conséquences sanitaires de grands mouvements de populations.

LDB : Quelles sont donc les deux autres priorités ?

TAG : C'est le triptyque femmes, enfants et adolescents. Il s'agit notamment de placer le bien-être des femmes, des enfants et des adolescents au centre de la santé et du développement à l'échelle mondiale et mettre la santé au cœur des programmes pour l'égalité des genres. Enfin, nous allons soutenir les autorités sanitaires nationales pour mieux appréhender et gérer les conséquences sanitaires des changements climatiques et environnementaux. L'Afrique n'est pas en reste, car ce continent doit faire face à de nombreux défis. Près de 400 millions de personnes - soit environ un être humain sur 18 - n'ont pas accès aux services de santé de base. C'est un grand challenge pour moi. À cela, il faut ajouter les grandes pandémies et autres catastrophes naturelles. Pour cela, un engagement collectif

de haut niveau est forcément nécessaire. Les autorités nationales et internationales doivent travailler ensemble et mettre les questions de santé au cœur de leurs programmes.

LDB : Vous êtes en pleine campagne, comment cela se passe-t-il ?

de ses conseils et de son soutien. Nous avons aussi parlé de différents sujets d'actualité, notamment la situation en Libye, au Soudan du Sud, l'élection du nouveau président américain Donald Trump...

LDB : Quel est, enfin, votre dernier message à l'endroit

TAG : Justement, la campagne a déjà commencé. J'ai démissionné de mon poste de ministre des Affaires étrangères pour m'occuper de la campagne. C'est cela la raison de ma visite au Congo-Brazzaville. Je suis venu rencontrer le président de la République du Congo. Il était mardi dans mon pays où il a rencontré notre Premier ministre et ont discuté de la question de ma candidature. J'aurais dû le rencontrer à Addis-Abeba, mais, par respect, j'ai préféré venir sur place pour qu'on en discute chez lui.

LDB : Que peut-on retenir de vos échanges avec le président de la République ?

TAG : Ma rencontre avec le président Sassou a été très fructueuse. Il m'a rassuré de tout son soutien. Comme je vous l'ai dit plus haut, je ne suis pas le candidat d'un seul pays mais du continent tout entier. Je suis très content de l'entendre de sa propre bouche. Après l'officialisation de ma candidature à Genève (le siège de l'OMS), le Congo est le premier pays pour ma campagne. Et pour nous, le président Sassou est un sage et on ne peut se passer

de la communauté internationale sur ce qu'elle peut attendre de l'OMS ?

TAG : Les actions de l'OMS touchent des centaines de millions de vies dans le monde entier. Chaque programme, chaque initiative, chaque allocation de fonds est beaucoup plus qu'un chiffre ou un poste dans un budget. Il s'agit de sauver une vie. Il s'agit de permettre à un enfant d'atteindre l'âge adulte. Il s'agit de donner la possibilité à un parent de voir son enfant survivre et réussir. Il s'agit de permettre à une communauté de vivre sans maladie ou de mieux préparer un pays ou une région aux urgences et catastrophes. Voilà le changement que l'OMS peut apporter, en travaillant de concert avec les États membres et les partenaires internationaux. Je suis candidat au poste de directeur général de l'OMS, parce que je crois fermement en la faculté de cette organisation à avoir un impact positif et concret. J'espère que tous se joindront à moi pour que nous puissions travailler ensemble en faveur d'un monde en meilleure santé.

*Propos recueillis par
Thierry Nougou*

HERVÉ BOUENO

« Le 13 novembre 2015 à Paris, je me souviens d'avoir vécu des événements terrifiants et surréalistes »

Presqu'un an après les attentats de Paris, nous avons eu l'occasion de donner la parole à Hervé Boueno, un jeune congolais qui se trouvait dans le quartier des scènes des attentats du Bataclan au moment des attaques du vendredi 13 novembre. Son récit témoigne de la façon dont il le vit encore aujourd'hui



Les Dépêches de Brazzaville (LDB) : Que vous suscite l'évocation du vendredi 13 novembre 2015 ?

Hervé Boueno (HB) : C'est en permanence que je revis en 3 D un flot ininterrompu d'images insensées. En moi demeurent à la surface ces scènes de carnage, ces détonations répétées, ces cris de toutes parts ; et puis ces courses croisées des gens en panique fuyant de tous côtés dans la nuit, sans trop savoir vers

où se diriger, ne sachant d'où le danger pourrait provenir. Les vendredis 13, c'étaient auparavant des légendes de chats noirs

à donner le frisson, que l'on y croie ou pas. Mais là, ce vendredi 13 novembre 2015, c'était l'horreur et tellement d'incompré-

hension ! Jamais, au cours de ma jeune existence, je n'aurais imaginé vivre des événements aussi surréalistes, aussi terrifiants !

LDB : Etes-vous suivi psychologiquement ?

HB : J'ai été secoué mentalement pendant quelques jours. Ma proximité au cœur de ces scènes de tueries et le décès de Ludovic Boubas, un compagnon de nos parties de football les fins de semaines, mort en héros sur une des terrasses parisiennes, m'ont bouleversé. La meilleure thérapie, pour ma part, a été de pouvoir en parler souvent et de façon détaillée avec mes proches. Par son écoute attentive, la cellule familiale et amicale m'a beaucoup aidé afin d'exorciser ces moments d'une telle monstruosité ! Grâce à eux, je n'ai pas eu besoin d'être suivi

psychologiquement.

LDB : Comment organisez-vous désormais vos promenades dans Paris ?

HB : Le temps ayant fait son œuvre et la vie devant continuer, mes habitudes dans Paris n'ont pas été modifiées. C'est d'ailleurs le cas de la plupart des parisiens. J'avoue que la présence renforcée, visible, des forces de l'ordre dans le cadre du plan Vigipirate me donne une assurance, une sérénité lors de mes ballades parisiennes. L'oubli ne viendra jamais, mais il est à souhaiter que l'apaisement s'installe ! Que Paris redevienne Paris avec ses attractions culinaires, ses activités culturelles, ses touristes. Paris, sans appréhension, sans la peur de l'autre s'il est différent de nous.

Marie Alfred Ngoma

DIPLOMATIE

La France officialise la nomination de l'ambassadeur Rodolphe Adada

L'agrément du nouvel ambassadeur du Congo en France, en succession d'Henri Lopes, était accordé depuis le mois de juin. Six mois plus tard, Rodolphe Adada est venu présenter ses lettres de créance liant le Congo et la France dans la continuité de leur relation historique privilégiée

C'est le mercredi 9 novembre que l'ancien ministre des affaires étrangères du Congo a présenté ses lettres de créance au prési-

dent français, François Hollande. Rodolphe Adada, 70 ans, exerce désormais la fonction d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Congo en France.

Le chef de la diplomatie congolaise de la rue Paul Valéry, dans le 16^e arrondissement de Paris, arrive quelques temps après la prise de fonction de son homologue français au Congo, Bertrand Cochery, qui, lui, était reçu le 4 août dernier par le président

Denis Sassou N'Guesso.

76 ans après l'instauration de Brazzaville capitale de la France libre, le trait d'union entre Brazzaville et Paris perpétue son rôle traditionnel de cordialité et de bonne intelligence entre les deux pays, c'est à dire, une relation fondée sur la recherche à tisser sans relâche les liens d'une amitié permanente entre le Congo et la France.

M.A.N.

FRANCE/CÔTE D'IVOIRE

Alassane Ouattara, avocat de la crise gabonaise et centrafricaine chez François Hollande

Le chef d'Etat français, François Hollande recevra, le 22 novembre à Paris, son homologue ivoirien Alassane Ouattara, avant la conférence des bailleurs de fonds la Centrafrique prévue en décembre à Bruxelles.

Lors de leur entretien, François Hollande et Alassane Ouattara échangeront sur le référendum constitutionnel que les Ivoiriens viennent d'approuver. Les deux hautes autorités discuteront également autour des crises régionales africaines, notamment celle du Gabon et de la Centrafrique.

Sur la crise centrafricaine, le président ivoirien a reçu dernièrement son homologue centrafricain, Faustin-Archange Touadéra. Ils ont évoqué les besoins de Bangui en matière de construction. Alassane Ouattara vient solliciter l'appui de François Hollande sur le dossier. Bangui organise, en décembre prochain, une conférence des bailleurs de fonds à Bruxelles.

Le principal enjeu de la conférence est la réduction de la pauvreté, la première conditionnalité imposée par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale aux pays candidats à l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative de Pays pauvres très endettés (PPTE).

Quelque deux projets d'ONG et des agences des Nations unies, pour un montant de 12 millions de dollars ont également été déposés. Cette allocation permettra de répondre à des besoins humanitaires cruciaux et urgents: santé; lutte contre la malnutrition; éducation et appui en eau; hygiène et assainissement; protection et logistique pour rétablir l'accès humanitaire dans un contexte de sous-financements humanitaires.

Pour l'heure, seul un tiers du plan de réponse humanitaire d'un montant de 532 millions de dollars est financé. A l'occasion de cette conférence des bailleurs de fonds, un appel sera lancé à la mobilisation pour financer le Plan de réponse humanitaire de 2017.

En ce qui concerne la crise gabonaise, le ministre de l'Intérieur du Gabon, Pacôme Moubelet-Boubeya était porteur d'un message « d'union » entre son pays et la Côte d'Ivoire, en septembre dernier, après « l'intrusion supposée » de deux conseillers de la présidence ivoirienne dans le processus électoral gabonais en faveur du candidat de l'opposition, Jean Ping. Les relations entre la Côte d'Ivoire et le Gabon, et la situation tendue entre la réélection d'Ali Bongo et le candidat malheureux Jean Ping, seront aussi au cœur de l'entretien.

Noël Ndong

EBOLA

Les experts mettent en garde contre une résurgence de la maladie

Réunis le 9 novembre à Dakar, au Sénégal, à la faveur d'une conférence sur la santé, des experts médicaux ont mis en garde contre le risque d'une résurgence de la maladie à virus Ebola en Afrique de l'ouest.

Pour éviter la résurgence de la maladie, les intervenants ont averti qu'à défaut d'une vigilance accrue, la fièvre hémorragique à virus Ebola pourrait réapparaître à tout moment dans les trois pays qui étaient précédemment touchés par l'épidémie : la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone.

Les experts étudient pour l'heure comment le virus est transmis, dans le but de l'éradiquer. Cela est d'autant im-

portant puisque plus de onze mille personnes sont mortes pendant l'épidémie dans cette partie de l'Afrique.

Commencée en 2014 dans cette région, l'épidémie Ebola a pris fin au début de cette année. En Afrique de l'ouest elle avait débuté au sud-est de la Guinée en décembre 2013, avant de s'étendre au Libéria et en Sierra Leone. D'autres pays, notamment le Nigeria, le Mali, les Etats-Unis, le Sénégal, l'Espagne, le Royaume Uni et l'Italie ont été aussi touchés par l'épidémie, mais dans une moindre mesure. Cette propagation marque la première fois que ce virus, sans traitement connu, a entraîné une contamination hors du continent africain.

L'épidémie d'Ebola en Afrique

de l'ouest a été la plus meurtrière que celles observées depuis la découverte du virus en 1976. C'est pour cela que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a qualifié, en 2014, cette épidémie d'« urgence de santé publique de portée mondiale ».

Les efforts de lutte contre l'épidémie permettent peu à peu de réduire la transmission et de parvenir, depuis mars 2015, à limiter son expression à des résurgences de faible ampleur. Le maintien d'une surveillance importante est de rigueur. Le bilan de l'OMS recense au total au moins 28 000 cas pour plus de 11 000 décès, ainsi que plus de 10 000 survivants avec séquelle.

Nestor N'Gampoula

MONDIAL 2018

La Côte d'Ivoire amoindrie contre Maroc puis la France (groupe C)

Tenue en échec à domicile par la Sierra Leone lors de la 1^{re} journée, la Côte d'Ivoire se déplace à Marrakech ce week-end. Un déplacement périlleux pour le champion d'Afrique en titre, qui enchaînera par un match amical contre la France, mardi 15, dans le cadre de sa préparation à la CAN 2017.

Michel Dussuyer doit faire face à plusieurs absences notables pour affronter le Maroc, samedi, puis la France en match amical : le gardien Gbohouno, suspendu

au genou contre Chelsea, retour espéré en janvier) et le Niçois Seri, remplacé au pied levé par Diomandé.

Gardiens : Sylvain Gbohouno (TP Mazembe/RDC), Axel Kacou (Tours/France/2^e division), Badra Ali Sangaré (AS Tanda), Mandé Sayouba (Stabæk/Norvège)

Défenseurs : Serge Aurier (PSG/France), Mamadou Bagayoko (Saint-Trond/Belgique), Simon Deli (Slavia Prague/République tchèque), Ousmane Viera Diarrassouba (Adanaspor/

Milieux : Victorien Angban (Grenade/Espagne), Cheik Doukouré (Metz/France), Jules Christ Eboué (Krasnodar/Russie), Franck Kessié (Atalanta/Italie), Yao Serge N'Guessan (Nancy/France), Adama Diomandé (Hull City/Angleterre), Geoffroy Serey Dié (Bâle/Suisse)

Attaquants : Wilfried Bony (Stoke City/Angleterre), Max Alain Gradel (Bournemouth/Angleterre), Salomon Kalou (Herta Berlin/Allemagne), Jonathan Kodjia (Aston Villa/Angleterre/2^e



Blessé face à Chelsea, Eric Bailly, le taulier de la défense ivoirienne, sera absent pour au moins 2 mois. Et manquera le match face au Maroc (droits réservés)

contre Maroc, Gervinho d'ores et déjà forfait pour la CAN 2017 (ligaments croisés), Bailly (blessé

Turquie), Wilfried Kanon (Ado LaHaye/Pays-Bas), Lamine Koné (Sunderland/Angleterre), Adama Traoré (FC Bâle/Suisse)

division), Nicolas Pepe (Angers/France), Giovanni Sio (Rennes/France)

Camille Delourme

Les Black Stars du Ghana à la relance en Egypte (groupe E)

Contraint au match nul à domicile par l'Ouganda, lors de la 1^{re} journée, le Ghana tentera de se relancer à Borg El Arab, dimanche après-midi. Mais les Black Stars seront privés de leur capitaine, Gyan Asamoah, et du Turinois Kwadwo Asamoah. Notons en revanche la première sélection d'Andy Yiadom, ancien international U23 anglais.

Gardiens : Razak Braimah (Cordoue/Espagne), Adam Kwarasey (Rosenborg/Norvège) Richard Ofori (Wa All Stars)

Défenseurs : Harrison Afful (Columbus Crew/Etats-Unis), Andy Yiadom (Barnsley/Angleterre/2^e division), Baba Rahman (Schalke 04/Allemagne), Jeffrey Schlupp (Leicester City/Angleterre), John Boye (Sivasspor/Turquie), Jonathan Mensah (Anzhi Makhachkala/Russie), Daniel Amartey (Leicester City/Angleterre),



Pour son déplacement en Egypte, le Ghana sera privé de Kwadwo et Gyan Asamoah, deux de ses stars (droits réservés)

Edwin Gyimah (Orlando Pirates/Afrique du Sud)

Milieux : Emmanuel Agyemang-Badu (Udinese/Italie), Afriyie Acquah (Torino/Italie), Thomas Partey (Atletico Madrid/Espagne) Mubarak Wakaso (Panathinaïkos/Grèce), Frank Acheampong (Anderlecht/Belgique), Christian Atsu

(Newcastle/Angleterre/2^e division), Alhassan Wakaso (Rio Ave/Portugal), Samuel Tetteh (Leifering/Autriche)

Attaquants : Jordan Ayew (Aston Villa/Angleterre/2^e division), Abdul-Majeed Waris (Lorient/France), André Ayew (West Ham/Angleterre), Ebenezer Assifuah (Sion/Suisse)

C.D.

L'Ouganda attend le Congo à Kampala (groupe E)

Auteur d'un bon match nul au Ghana lors de la première journée, les Black stars attendent désormais les Diables rouges. Pour préparer cette rencontre, qui aura lieu samedi après-midi au Nelson Mandela Stadium de Kampala, les Cranes ont disputé deux rencontres amicales.

Les hommes de Micho Sredojevic ont d'abord battu une sélection de Kampala, le 5 novembre, sur le score de 6-1 avant de s'incliner, mardi, contre la Zambie (1-0). C'est donc une équipe bien préparée qui attend le Congo, dont le dernier match amical date de juin dernier.

Gardiens : Denis Onyango (Mamelodi Sundowns/Afrique du Sud), Odongkara Robert (St. George/Ethiopie), Jamal Salim (Al Merreikh/Soudan), Benjamin Ochan (Kampala ACC), Ismail Watenga (SC Viper).

Défenseurs : Denis Iguma et

Godfrey Walusimbi (Gor Mahia/Kenya), Shafik Batambuze (Tusker FC/Kenya), Isinde Isaac (St George/Ethiopie), Jjuuko Murushid (SC Simba/Tanzanie), Nicholas Wadada et Halid Lwaliwa (SC Viper), Hassan Wasswa (Al Shorta/Irak), Denis Okot, Awany Timothy et Kasagga Richard (Kampala ACC).

Milieux : Mukiibi Ronald (FK Ostersunds/Suède), Mike Azira (Colorado Rapids/USA), Tony Mawenje (Knattspyrnufélagið Þróttur/Islande), Geoffrey Kizito (Than Quang Ninh/Vietnam), Khalid Aucho (Baroka FC/Afrique du Sud), Yasser Mugerwa (St. George/Ethiopie), Moses Oloya (Kuban Krasnodar/Russie), Luwagga Kizito (Rio Ave/Portugal).

Attaquants : Miya Farouk (Standard de Liège/Belgique), Geoffrey Massa (Baroka FC/South Africa), Joseph Ochaya (Asante Kotoko/Ghana).

C.D.

Le groupe du Maroc pour affronter la Côte d'Ivoire (groupe C)

Pour affronter la Côte d'Ivoire, avec laquelle il a remporté la CAN 2015, Hervé Renard devra compter sans El Hamadi et El Arabi, blessés, mais récupère son capitaine, Mehdi Benatia, absent lors de la 1^{re} journée (0-0 au Gabon). Rappelons que les Lions de l'Atlas reçoivent les Eléphants à Marrakech samedi soir.

Gardiens : Munir Kajoui Mohammadi (Numancia/Espagne), Yassine Bounou (Real Saragosse/Espagne), Yassine El Kharroubi (Lokomotiv Plovdiv/Bulgarie)



Le Turinois Mehdi Benatia, absent contre le Gabon, est de retour pour recevoir le champion d'Afrique ivoirien (MARCO BERTORELLO/AFP)

Défenseurs : Mehdi Benatia (Juventus/Italie), Romain Saïss (Wolverhampton/Angleterre/2^e division), Marouane Da Costa (Olympiakos/Grèce), Zouheir Feddal (Alavés/Espagne), Fouad Chafik (Dijon/France), Hamza Mendyl (Lille/France), Faycal Rherras (Heart of Midlothian/Ecosse)

Milieux : Youssef Aït Bennasser (Nancy/France), Omar El Kaddouri (Naples/Italie), Faycal Fajr (La Corogne/Espagne), Younes Belhanda (Nice/France), Hakim Ziyech (Ajax Amsterdam/Pays-Bas), M'barek Boussoufa (Al Jazira/Emirats Arabes Unis), Sofiane Boufal (Southampton/Angleterre), Oussama Tannane (Saint-Etienne/France), Nordin Amrabat (Watford/Angleterre), Mehdi Carcela (Granade/Espagne), Ismail Haddad (Wydad Casablanca/Maroc)

Attaquants : Walid Azzaro (Difaa El Jadida/Maroc), Khalid Boutaïb (Strasbourg/France/3^e division), Youssef En-Nessyri (Malaga/Espagne), Rachid Alioui (Nîmes/France), Aziz Bouhaddouz (FC St Pauli/Allemagne/2^e division)

C.D.

ÉLECTIONS EN RDC

Washington croit en la tenue de la présidentielle en 2017

Pour le chargé d'affaires de l'ambassade américaine en RDC, David Brown, il est « techniquement possible » d'organiser l'élection présidentielle l'année prochaine.

Alors que d'aucuns dans la classe politique s'enthousiasment déjà à l'idée que Donald Trump, le quarante-cinquième président élu des États-Unis, sera un peu plus coopératif vis-à-vis de la RDC en contribuant notamment à atténuer la pression exercée par l'administration Obama sur ses dirigeants, le chargé d'affaires de l'ambassade américaine en RDC vient de jeter un pavé dans la mare en arpentant la voie tracée par les démocrates. Si pour le président sortant des États-Unis le respect de la Constitution est le seul gage de règlement de la crise politique en RDC avec, à la clé, le départ de Joseph Kabila au terme de son mandat le 19 décembre, David Brown entrevoit quant à lui une issue moins fatale. Le chargé d'affaires de l'ambassade américaine en RDC indique qu'il est techniquement possible pour la Céni d'organiser l'élection présidentielle en 2017. Nous croyons,



David Brown

a-t-il déclaré le 9 novembre en marge de l'élection de Donald Trump à la présidentielle américaine, « qu'il est à la fois techniquement possible et important pour la RDC d'organiser les élections présidentielle et législatives crédibles en 2017 ». Pour l'officiel américain, « les élections libres, équitables et démocratiques sont les outils les plus durables que peuvent utiliser les citoyens afin d'améliorer leurs vies et celles des générations futures ». Ces déclarations ont laissé dans l'expectative maints analystes. Pour ces derniers, tout laisse présager qu'il n'y aura pas forcément de rupture radicale quant à l'approche diplomatique de Washington vis-à-vis de la RDC. Interrogé à ce sujet, le sénateur Mokonda Bonza a soutenu qu'il ne s'attendait pas à quelque chose d'exceptionnel pour l'Afrique en général, et pour la RDC en particulier. « (...) Aujourd'hui, c'est le peuple américain qui s'est exprimé, qui a élu un président pour les États-Unis d'Amérique et

non pour le Congo. Même si c'est un homme totalement inconnu, il y a dix-huit mois, ce qu'il va faire pour l'Afrique sera exactement ce que l'administration américaine a toujours pensé pour l'Afrique. Ce n'est pas tellement le président qui influe sur la politique américaine, c'est l'administration qui connaît le dossier », a-t-il expliqué.

Des déclarations qui sont loin de tempérer l'enthousiasme des membres de la majorité qui croient dur comme fer que l'avènement de Donald Trump à la Maison blanche va certainement contribuer à faire bouger les lignes et redynamiser l'axe Washington-Kinshasa. Ils sont convaincus que le successeur de Barack Obama va s'employer à la requalification du contentieux préélectoral en RDC et mettre un bémol sur les sanctions financières ciblées prises contre des dignitaires du régime fichés comme responsables du blocage du processus électoral et d'atteintes graves aux droits de l'Homme.

Alain Diasso

BIAC

L'affaire continue de créer la polémique

La prompt réaction de la Banque centrale du Congo (BCC) a relancé le dossier de la Banque internationale pour l'Afrique au Congo (Biac). L'autorité monétaire s'est opposée à toute dissolution, en raison d'un vice de procédure et du non-respect de la réglementation. À présent, la question qui brûle sur toutes les lèvres est de savoir si la BCC, institution assurant la surveillance et la régulation du secteur bancaire, peut passer à la vitesse supérieure et bloquer la machine. Une nouvelle bataille cette fois juridique va bientôt s'engager.

Du côté de l'avocat conseil de l'actionnaire principal de la Biac, Me Pierre Okendembo, l'on affirme avoir la loi. Une vue partagée par un autre juriste qui insiste sur l'absence d'un cadre légal à une telle opposition de la BCC. Selon Me Okendembo, l'administration de la BCC actuellement en exercice ne fait que remplacer les organes de gestion d'une banque en difficulté, mais cela ne fait pas d'elle l'actionnaire ou la propriétaire de la banque qui reste une société privée. Autre fait relever par l'avocat conseil, le comité provisoire installé par la BCC pour six mois renouvelable n'a livré aucune information sur un quelconque repreneur en vue, à moins de 20 jours de la fin légale de sa gestion. Il n'est pas question de négocier avec des repreneurs qui arrivent hors délai. Par cette analyse, l'on semble reprocher au comité provisoire d'aller au-delà de sa mission de gérer une banque en difficulté en mettant en œuvre un plan de redressement, avant d'envisager éventuellement une liquidation en cas d'échec. Le communiqué des actionnaires a déploré la vente des actifs de la Biac et une rumeur persistante ferait même état d'une volonté de liquider à vil prix le patrimoine de

la banque. La BCC, pour sa part, est catégorique sur l'impossibilité de mettre en œuvre la mesure de dissolution à cause déjà d'un vice de procédure et de la violation de la législation. Et puis il y a une créance de 150 milliards de francs congolais dont la BCC veut bien s'assurer le remboursement. Pour l'autorité monétaire, il y a de l'espoir avec l'arrivée d'un repreneur chinois prêt à se lancer dans l'aventure d'ici à la fin de l'année. Sur un point strictement légal, une banque sous administration ne peut être vendue ni par les actionnaires ni par le Tribunal de commerce. D'où la décision apparemment irrévocable de rejeter purement et simplement la dissolution de la troisième banque du pays. La question fait débat dans les milieux des juristes de la capitale. La rédaction a joint un avocat des affaires pour aborder cette crise qui se dessine et pourrait alimenter un climat de méfiance de la population vis-à-vis des institutions bancaires. D'abord, selon lui, la Biac n'est pas une banque en difficulté, au sens strict du terme. Elle continue d'ailleurs à fonctionner. Pour parler de liquidation, il faut constater la faillite. Pour lui, il y a donc des préalables à remplir pour y arriver. Et l'impression qui se dégage actuellement est une fuite en avant des actionnaires, estime-t-il. Si l'on s'en tient à la version du respect des principes de l'Ohada, notre source fait remarquer que les actionnaires auraient dû faire état des problèmes dès la baisse de leurs actifs. De ce fait, la banque en difficulté n'aurait pas eu à solliciter les avances de la BCC. De même, la BCC ne pouvait pas accorder ces avances, du moins sans réunir les conclusions sur la situation financière exacte de la banque.

Laurent Essolomwa

VIE ASSOCIATIVE

Un partenariat entre la FMT et Mere

Les deux associations visent le bien-être de la jeunesse qui passe par la paix.

Les présidents de la Fondation Mwindi-Texas (FMT) et de la Mutuelle d'excellence pour le renouveau et l'émergence (Mere), le catcheur albinos Alphonse Mwimba Makiese Texas et Gege Butshianga, ont résolu de se serrer les coudes pour le bien-être de la jeunesse congolaise. Dans ce cadre, les deux personnalités ont décidé de sceller un partenariat qui leur permettra de travailler en synergie.

Pour une première action, Mere a invité la FMT à participer à une matinée spéciale de restitution des travaux du dialogue national tenu à la cité de l'Union africaine. Cette activité prévue pour le 13 novembre et placée sur le thème « Accord du dialogue politique inclusif, un boulevard pour la paix et une assurance pour l'avenir dans la cohésion » vise tous les jeunes de la capitale congolaise, particulièrement ceux de

la commune de Bandalungwa. Pour animer cette matinée qui sera organisée à Bandal/Moulaert, dans les installations du Complexe scolaire Joyeux Lutins, la Mere a fait appel au président de l'Assemblée nationale, le député Aubin Minaku Ndalandjoku. La Mere s'est donné comme mission l'encadrement des jeunes sur le plan culturel et social. Motivant cette invitation lancée à la FMT, le responsable de cette ASBL a indiqué que les deux structures œuvrent dans l'épanouissement de l'individu. Et Cela a conduit à envisager un partenariat entre les deux organisations. Le président de la Mere, qui est également un grand sportif, a dit suivre depuis longtemps les activités du catcheur Mwimba Texas et de son organisation. Après la matinée prévue pour le 13 novembre, ces deux associations comptent travailler en vue d'établir un plan d'actions qui permettra de mener des opérations prévues dans le cadre de cette synergie.

Lucien Dianzenza



Alphonse Mwimba Makiese et Gege Butshianga

SANTÉ

Les infirmiers vaccinateurs réunis au sein de l'AIV

L'Association des infirmiers vaccinateurs (AIV), première-née de l'Ordre des infirmiers de la RDC, a fait sa sortie officielle fin octobre 2016. Elle s'est dite déterminée à contribuer à la baisse de la mortalité et de la morbidité de la femme enceinte et de l'enfant en RDC.

Quelques semaines après la sortie officielle de l'Ordre des infirmiers de la RDC, la corporation infirmière vient d'enregistrer un autre événement heureux. Il s'agit de la sortie officielle de l'AIV, qui a eu lieu le 22 octobre à l'Institut national pilote des sciences de la santé, dans la commune de Kasavubu.

Plusieurs infirmiers membres de cette ASBL, le président et le vice-président de l'Ordre des infirmiers, Louis-André Komba Djeko et Marcel Cisambo, ainsi que le médecin chef d'antenne du Programme élargi de vaccination (PEV) pour Kin-Ouest, le Dr Bile Nsaka, ont pris part à cette solennité qui porte une très grande signification pour la corporation infirmière tout entière.

Des objectifs précis

Dans sa présentation, le président de cette association, l'Infirmier Blanchard Kibimombo Mopezo, a noté que cette Asbl créée depuis le 2 février 2012 vise, entre autres, à aider les zones de santé à augmenter et à améliorer la couverture vaccinale à Kinshasa ainsi que sur toute l'étendue de la RDC, en vue d'atteindre les objectifs de développement durable, notamment dans le domaine de la santé. L'AIV/RDC vise également un suivi scrupuleux des règles de vaccination, la protection de



Photo de famille des membres de l'AIV/RDC

l'enfant et de la femme enceinte, le respect des approches ACZ (atteindre tous les enfants cibles du PEV), le respect du vaccinateur ainsi que la formation de l'infirmier vaccinateur. L'AIV/RDC, a expliqué Blanchard Kibimombo, réunit, de ce fait, les vaccinateurs opérant dans les différentes structures de Kinshasa et des autres provinces du pays qui intègrent ce service. Au mois d'août 2016, cette association comptait déjà dans ses listes 1727 membres. Mais l'objectif est, selon son président, d'atteindre sept mille dans la capitale congolaise. « L'AIV est une structure de base dont le rôle est de coordonner, de guider nos actions au

bénéfice de la population et faire de nous des véritables acteurs de la santé publique », a expliqué Blanchard Kibimombo pour qui cette sortie officielle était une joie pour tous les infirmiers vaccinateurs, car elle est la concrétisation d'un rêve.

La Première née de l'Ordre des infirmiers

Pour le président de l'Ordre des infirmiers de la RDC, Louis-André Komba Djeko, l'AIV/RDC est la première-née de l'Ordre des infirmiers, dont la loi portant sa création, son organisation et son fonctionnement a été promulguée le 31 juillet 2016 par le chef de l'État congolais, Joseph Kabila. La

sortie officielle de l'AIV/RDC, qui a eu lieu près de deux semaines après le premier congrès et la première assemblée générale de l'Ordre des infirmiers constitue, pour le président de l'Ordre des infirmiers, un motif de fierté car, a-t-il noté, l'AIV constitue la première association spécialisée des infirmiers au pays.

S'appuyant sur les objectifs de cette association, le président Louis-André Komba Djeko a rassuré l'AIV de son accompagnement et de celui de l'Ordre des infirmiers, en vue de contribuer à la baisse des taux de mortalité et de morbidité des enfants et des femmes enceintes en RDC. Tout en saluant la promulgation

par le chef de l'État, de la loi sur l'Ordre des infirmiers, il a remercié toutes les personnes qui ont contribué depuis l'élaboration, le vote au Parlement et la publication de cette loi par le président de la République. « Aujourd'hui, vous êtes fiers de vous appeler infirmiers parce que vous avez une définition donnée par la loi. Vous n'êtes plus des assistants médicaux, des munganga, des managers de santé mais des infirmiers », a-t-il insisté. Le président Louis-André Komba Djeko a, par ailleurs, rappelé les conditions de l'exercice de la profession infirmier en RDC dont l'inscription au tableau de l'ordre.

Lucien Dianzenza

PRIX MONGO SISÉ

Les jeux sont encore ouverts

La récompense sera décernée, pour la seconde fois, aux lauréats du concours de bande dessinée (BD) organisé dans le cadre de la Fête du livre de Kinshasa prévue du 23 au 27 novembre à l'Institut français (IF), Halle de la Gombe.

Lancé depuis le 13 octobre, le concours de BD qui suit son cours jusqu'au 17 novembre est ouvert à tous ainsi que l'a fait savoir l'IF dans son agenda actuel. Baptisé depuis l'édition précédente Prix Mongo Sisé, du nom d'un des pionniers de la bande dessinée congolaise et africaine décédé en 2008, la récompense comprend une somme symbolique de 500 \$ ainsi qu'un abonnement annuel à la Médiathèque et un lot de livres. Il reviendra aux auteurs des deux meilleures planches présentées à la Halle de la Gombe.

Devenue une tradition depuis l'édition initiale de la Fête du livre de Kinshasa tenue en no-

vembre 2013, la compétition de BD consiste à réaliser « entre 4 et 6 planches originales format A4 » sur « le roman noir et la société africaine ». Savoir qu'il s'agit là de la thématique de l'événement retenue pour cette année. Par ailleurs, les candidats intéressés informés de l'ouverture des jeux depuis le 17 octobre sont censés remettre leurs productions au plus tard le 17 novembre. Cependant, constate l'IF, l'inscription des bédéistes au concours est bien timide alors que le délai d'un mois leur imparti expire dans une semaine. Et Les Dépêches de Brazzaville tiennent du chargé de communication de la Halle de la Gombe, Christian Kisavu, que le taux de participation est jusqu'ici faible en comparaison aux trois éditions précédentes. À ce rythme, le jury composé notamment de professionnels de la BD et de l'édition n'aura pas maille à partir avec la sélection des deux meilleures productions. Rappe-

lons que l'an dernier, les deux premiers lauréats du Prix Mongo Sisé avaient été primés à l'occasion du vernissage de l'« Exposition Mongo Sisé » tenue le 19 novembre 2015 en présence de la fille du bédéiste disparu. Quant à l'événement, il avait été organisé essentiellement en son hommage dans le but légitime, soulignant alors l'IF « de raviver sa mémoire dans l'esprit des enfants d'hier qui sont devenus les adultes d'aujourd'hui ». De surenchérir alors qu'« en proposant ses bandes dessinées, il s'agit aussi de faire connaître au jeune public ». D'entrée libre à dater du vernissage jusqu'à sa fermeture le 19 décembre 2015, l'exposition qu'abritait la Médiathèque de la Halle de la Gombe avait aussi fait de la place aux planches des deux lauréats du prix Mongo Sisé. Elles témoignaient ni plus ni moins de la créativité de la nouvelle génération de bédéistes de Kinshasa.

Nioni Masela



Remise du Prix Mongo Sisé à l'un des lauréats de 2015 par Christophe Roussin (ex-directeur délégué de la Halle de la Gombe)

EXCURSION

Le Week-end Catok pour la découverte de Kakamoeka et du Kouilou aura lieu en décembre

Le club des beaux arts Ndabitchi et l'Espace culturel Yaro de Loandjili organiseront du 16 au 18 décembre la 1re édition du Week-end culturel, artistique et touristique de Kakamoeka dans le département du Kouilou.

Le projet dénommé Week-end Catok (Week-end culturel, artistique, touristique) du Kouilou qui allie à la fois la culture, l'art, l'artisanat et le tourisme est une initiative commune de Bernard Tchibinda Djimbi, responsable du club des beaux arts Ndabitchi, et de Pierre Claver Mabiala, responsable de l'Espace culturel Yaro. Il a pour objectif de soutenir et accompagner les acteurs culturels, artistiques et touristiques des districts du Kouilou pour une meilleure mise en valeur du potentiel local afin d'en faire des piliers du développement communautaire. Cette activité, qui aura lieu de façon tournante dans tous les districts du Kouilou, est organisée pour la révisitation des valeurs, des expressions culturelles et touristiques riches disséminées à travers les villages constituant ainsi des repères identitaires, historiques en voie de disparition. Le



Une vue du paysage non loin du site du barrage de Sounda Crédit photo «Adiac»

département du Kouilou qui regorge d'un potentiel patrimonial, artistique et touristique inestimable à travers ses composantes qui sont les sous-préfectures n'échappe pas à cette réalité. Pour ce faire, le club Ndabitchi

et l'Espace culturel Yaro ont créé cette activité qui se veut un projet de requestionnement sur la place de notre culture et de notre tourisme dans le développement et la pérennisation des valeurs culturelles et identitaires. Pour

cette première édition, le district de Kakamoeka a été choisi pour abriter les différentes activités, à savoir les ateliers, les conférences-débats, les visites touristiques, les marchés, les spectacles et les expositions.

Encore appelé Bane B'kak'Muek (les enfants d'une même grand-mère, de même origine, de même culture), la sous-préfecture de Kakamoeka malgré son enclavement regorge des valeurs traditionnelles, culturelles et touristiques à l'instar du groupe traditionnel cinquantenaire Limani Li Si (la pierre angulaire du terroir). Ses beautés touristiques comme le fleuve Kouilou, le site du barrage de Sounda, les sites des orpailleurs, la végétation luxuriante et son relief pittoresque sont autant de curiosités à découvrir. Ancien débarcadère, Kakamoeka est arrosé par le fleuve Kouilou. Accessible par pirogue, bateau ou par véhicule, Kakamoeka est un district qui a toujours prôné l'unité nationale de son histoire qui part du Kongo dia Ntтила à nos jours. Pour garantir la réussite du projet, les organisateurs sollicitent l'apport des ressortissants et natifs du Kouilou ainsi que celui des travailleurs et actifs issus des autres départements exerçant au Kouilou sans oublier toutes les personnes de bonne volonté nées au Kouilou ou amies du Kouilou.

Hervé Brice Mampouya

MUSIQUE

Zulu Bad se produira au stade Kokolo Kopa

L'artiste musicien Zulu Bad et son orchestre JBC Musica seront en concert, le 19 novembre, à partir de 17 heures au stade Kokolo Kopa, dans le deuxième arrondissement de Pointe-Noire.

C'est un méga concert que Zulu Bad et son groupe JBC Musica ont promis de livrer à Pointe-Noire. Du côté des fans, l'ambiance s'annonce déjà bonne. Et pour eux, ce concert marquera les esprits car, disent-ils, depuis un certain temps, leur vedette est devenue l'une des icônes de la musique congolaise et demeure l'un des artistes qui ont le potentiel à drainer du monde et à produire un show mémorable. Sa musique est un délice que les mélomanes réclament chaque jour dans les bars, dans les VIP et à chaque activités festives. Cet artiste qui fait également partie des éléments de la force de l'ordre a réussi à se faire un nom dans le milieu musical grâce à son altruisme et sa détermination d'aller de l'avant. Il s'est surtout frayé un chemin parmi tant d'autres musiciens talentueux que compte la République du Congo. À Pointe-Noire, Zulu Bad est une référence, il anime



L'artiste musicien Zulu Bad Crédit photo «DR»

et fait danser les gens à chaque occasion qui lui est donnée. Et pour la plupart d'entre eux, Zulu Bad fait partie aujourd'hui de cette nouvelle génération qui incarne et fait parler de la musique congolaise. Avec un langage aussi simple, limpide et parfois comique, Zulu Bad parle des faits de société dans la plupart de ses chansons, il véhicule un message d'amour et de paix. Dans son nouveau clip « Tramadol », l'artiste a eu recours à quelques comédiens de la République

démocratique du Congo, notamment Christian Mpéti, papa Koba, papa Loukamba et Christian Shoga pour bien véhiculer le message. Rappelons que le 5 août dernier Zulu Bad a fêté le 11e anniversaire de son groupe JBC Musica au mess mixte de garnison de Pointe-Noire. Pour ce concert de fin d'année, l'artiste et son groupe vont tenter de produire une chose exceptionnelle qui restera gravée à jamais dans la mémoire des gens.

Hugues Prosper Mabonzo

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET
NUMÉRIQUE
SÉRIGRAPHIE
PELLICULAGE
DOS CARRÉ COLLÉ
CONCEPTION GRAPHIQUE

UNE LARGE GAMME DE PRODUITS

Journaux

Magazines

Chemises à robot

Cartes de visite

Dépliants

Livres

Calendriers

Flyers, Affiches

PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux...

OFFSET

Chemises à robot
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317
imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo

FÉDÉRATION CONGOLAISE DE JUDO

Marien Ikama veut jouer le rôle de rassembleur

Pour cette nouvelle olympiade, les judokas ont fait le choix de la continuité. Marien Ikama Ngouabi, réélu le 5 novembre à la tête de la Fédération congolaise de judo pour un nouveau mandat de quatre ans, place son second mandat sous le signe du rassemblement.



Marien Ikama Ngouabi président de la Fédération congolaise de Judo (Adiac)

« Le judo a traversé des moments délicats. Maintenant que je suis réélu, je vais faire asseoir toute la famille judo pour que nous regardions ensemble l'avenir des athlètes congolais », a indiqué Marien Ikama Ngouabi. Après le rassemblement, le président de la fédération de judo s'attaquera

ensuite à la formation pour élever le niveau de ses compétiteurs. « La formation doit être au cœur de notre priorité », a-t-il déclaré, tout en comptant sur l'appui de l'Union africaine de judo à travers l'organisation des différents stages. « Il faut assurer la pré-

paration technique des athlètes. Nous allons inviter l'Union africaine à venir animer les stages pour nous permettre d'avoir une élite. Les autres avaient compris ce système bien avant nous. C'est pour cette raison qu'ils soient au top », a-t-il commenté.

Dans la recherche de l'efficacité, Marien Ikama a ciblé les grandes compétitions au cours desquelles, les judokas congolais seront soumis à un grand test, en vue de gagner le maximum des points. « Nous devons préparer les championnats d'Afrique pour marquer des points, d'autant plus que nous avons un objectif à atteindre : la qualification pour les Jeux olympiques », a-t-il souligné, avant de préciser que sans les moyens les athlètes ne peuvent pas être bien se préparer.

James Golden Eloué

Asel et les pongistes congolais félicités par le ministre des Sports

Au cours de la cérémonie du lancement de l'olympiade 2017-2020, Léon Alfred Opimbat a rendu hommage aux joueuses d'Association sportive Elfe Lumière (Asel) pour leur médaille d'argent gagnée lors de la 38e édition du championnat d'Afrique des clubs champions. Les Congolaises se sont inclinées

en finale 25-42 face à Primeiro d'Agosto d'Angola. « Cette médaille d'argent doit être considérée comme un signal fort qui doit être consolidé pour la reconquête du leadership sportif dans le handball », a souligné le ministre des Sports et de l'éducation physique. Léon Alfred Opimbat a aussi fé-

licité les pongistes congolais qui ont glané la médaille de bronze lors des championnats d'Afrique disputés au mois d'octobre au Maroc. « J'adresse mes félicitations aux pongistes pour leur brillante participation à la compétition du Maroc qui nous a valu une médaille de bronze », a-t-il conclu.

J.G.E.

CAN 2017

Une dotation de 4 millions de dollars pour le vainqueur

Le prochain vainqueur de la Coupe d'Afrique des nations (CAN), organisée au Gabon du 14 janvier au 5 février, empochera 4 millions de dollars (3,7 M EUR), contre 1,5 million de dollars auparavant, a annoncé la Confédération africaine de football (CAF) mercredi.

L'instance africaine a, en effet, augmenté l'ensemble des dotations des compétitions qu'elle organise, la CAN bien sûr, mais aussi la Ligue des champions africaines ou la Coupe de la confédération, pour les gagnants comme pour les équipes éliminées en cours de compétition.

La plus grosse progression concerne la CAN disputée tous les deux ans entre les sélections africaines. Avec quatre millions de dollars à partir de 2017, la rétribution du vainqueur augmente de 166 %.

Le club vainqueur de la Ligue des champions africaines recevra 2,5 millions de dollars (2,3 M EUR), au lieu d'1,5 millions de dollars offerts auparavant.

La Coupe de la confédération africaine, remportée dimanche par les Congolais du Tout Puissant Mazembe, rap-

portait jusqu'ici 660.000 dollars (600.000 EUR). À partir de 2017, le vainqueur obtiendra 1,25 million de dollars.

Le championnat d'Afrique des nations, réservé aux joueurs évoluant sur le continent, passe de 750.000 dollars (686.000 EUR) à 1,25 million de dollars.

Cette annonce a lieu quatre mois après la signature d'un accord de la CAF avec un nouveau sponsor, le groupe français Total. Le géant pétrolier a signé un contrat de huit ans avec l'instance africaine, pour un montant estimé à un peu plus d'un milliard de dollars (915 M EUR).

Les frais de déplacements sont souvent un véritable défi pour les équipes africaines, parfois contraintes de faire escale au Moyen-Orient ou en Europe pour rogner les coûts.

Camille Delourme avec AFP

BRIN D'HISTOIRE

Regard sur les cinquante dernières années (1965-2015)

1999 (44)

Je dédie ce Brin d'Histoire à ma fille Sarah, victime expiatoire des turpitudes de politiciens minables, décédée au cours d'une fuite funeste dans le Pool. Comme elle, les affrontements dans les quartiers sud de Brazzaville, depuis le 18 décembre 1998 ont mis sur les routes environ 150.000 déplacés livrés à eux-mêmes. Ces âmes en peine errent à la merci du pire. C'est ainsi que Mgr Milandou, évêque de Kinkala lance un cri de cœur en faveur de ces déplacés. Presque toute la population est touchée par des pillages systématiques et destruction des biens. La situation matérielle des populations est très fragile et très préoccupante, déclare-t-il dans une interview dans La Semaine Africaine n°2191 du jeudi 28 janvier 1999. Au cours de ces événements du Pool, des journalistes ont perdu la vie. Joël Moussoki est mort, dimanche soir 24 janvier, du fait d'une balle perdue qui s'est logée dans sa poitrine.

Il avait 44 ans. Un autre journaliste décède. Cette fois-ci de cancer. Edmond-Philippe Gali est décédé le 27 février 1998 au CHU de Brazzaville. Né le 18 février 1953 à Nsah (région des Plateaux). C'est en 1976 qu'il entre au ministère de l'Information. C'est aussi le cas de Jean-Guy Bambi, décédé le 10 mars 1999 à Pointe-Noire. Ecrivain, journaliste et chercheur. Il est l'auteur de « La chronologie des principaux faits et événements du Congo (1482-1987) ». Il a d'une certaine manière contribué à vulgariser l'information institutionnelle. L'information, justement, depuis le début

de la guerre, c'est sur ce terrain que prospère Rfi. Les différents protagonistes y ont trouvé le champ d'expression de leurs opinions diamétralement opposées. Le pugilat entre Bernard Kolélas et François Ibovi, sur les antennes de cette radio, a laissé des traces de part et d'autre. On assiste, par le biais de Radio France Internationale, à la théâtralisation de la politique, dans ce qu'elle a de plus abject: le mensonge.

Pendant ce temps, sur le terrain, la vie reprend progressivement. Adine Ossebi devient la première femme pilote de la compagnie multinationale Air Afrique. De nationalité congolaise et âgée de 30 ans, elle pilote un Airbus. Le général de brigade Jacques-Yvon Ndolou remplace, en ce début d'année, le général de division Yves Motando-Mongo, chef d'état-major général des FAC. Né le 3 mai 1944 à Mossaka, il a fait l'école d'application des transmissions de Montargis en France. Aspirant en 1966, il est colonel 20 ans plus tard. Il est fait général de brigade le 15 octobre 1998 par le chef suprême des armées, le président Denis Sassou N'Guesso. Il doit se battre sur deux fronts le Pool et le Niari, contre les ninjas-nsiloulous et les cocoyes.

Décès à Kinshasa, le mercredi 28 avril 1999, à l'âge de 46 ans, de Jean-Blaise Kololo, ancien ministre des Affaires étrangères et de la Coopération et ancien ministre de la Communication sous le régime de Tran-

Brazzaville vit dans la peur depuis l'attaque par les ninjas du camp de formation militaire de Bilolo et de l'académie militaire, le 9 mai 1999. Le danger semble-t-il peut venir de partout. C'est dans ce contexte de psychose généralisée que le ministre de l'Intérieur, de la Sécurité, et de l'Administration du territoire, le général de brigade Pierre Oba, annonce, lors d'une conférence de presse, le jeudi 3 juin 1999, l'arrestation de trois mercenaires blancs, Sarda Richard José Maurice (sujet français de 37 ans), Fabio Zanoti (39 ans, Italien) et Garard Latric Bartold (34 ans, de nationalité croate), commis par les dirigeants exilés de l'Erddun, pour assassiner le président de la République, Denis Sassou N'Guesso. Trois jours après leur arrestation, ces trois mercenaires prennent la clé des champs et se réfugient à l'ambassade de France au Congo.

Crise diplomatique entre Brazzaville et Paris. Dans cette atmosphère de ni paix ni guerre, Mme Gnali, ministre de la Culture et des Arts met tout en œuvre pour réussir la 2ème édition du Fespam et exorciser le spectre de l'échec de la première édition en 1996. « L'enjeu est simple, mais d'importance : réaliser une belle et grande fête de la musique africaine traditionnelle et moderne, du 1er au 8 août 1999, à Brazzaville, pour redonner un sens à l'espoir. Au rêve d'une Afrique unie ». Ainsi va la vie au Congo.

Mfumu